

14.—Statistiques relatives au service électrique des districts ruraux exploité par la Commission Hydroélectrique d'Ontario, années terminées le 31 octobre 1926-1930.

NOTA.—Pour ce qui est des lois concernant les districts ruraux, consulter les publications suivantes du gouvernement provincial: *The Power Commission Act* (S.R.O. 1927, c. 57); *The Rural Hydro-Electric Distribution Act* (S.R.O. 1927, c. 59); *The Rural Power District Loans Act, 1930* (20 Geo. V, c. 14); et *The Rural District Service Charge Act, 1930* (20 Geo. V, c. 15).

Énumération.	1926.	1927.	1928.	1929.	1930.
Usines des districts ruraux.....	-	120	131	141	160
Cantons desservis.....	-	211	233	266	297
Consommateurs.....	18,854	25,283	31,063	37,340	46,715
Milles de lignes de distribution primaire.	2,277	2,850	3,790	4,835	6,726
Chevaux-vapeur utilisés.....	7,434	13,273	16,980	21,138	26,782
Recettes provenant des abonnés.....	\$ 743,133	1,032,558	1,342,625	1,684,455	1,998,252
Dépenses totales.....	\$ 604,931	880,940	1,290,500	1,495,928	1,864,823
Surplus net.....	\$ 138,202	143,618	52,125	188,527	133,428
Capital engagé, total.....	\$ 4,005,164	5,469,179	7,298,284	9,324,514	12,665,249
Allocations prov. accordées, total..	\$ 1,985,580	2,718,727	3,628,146	4,636,195	6,297,954

Sous-section 2.—Commissions hydroélectriques dans les autres provinces.

Québec.—La Commission des Eaux Courantes, créée d'abord en vertu de la loi 1 Geo. V, c. 5, et à laquelle des pouvoirs additionnels sont conférés par 3 Geo. V, c. 6 (voir S.R.Q. 1925, c. 46), et par 20 Geo. V, c. 34, est autorisée à faire l'inventaire des ressources hydrauliques de la province, à faire des recommandations sur le contrôle et à construire certains bassins d'emmagasinage des eaux et à les exploiter de manière à régler le débit des rivières.

La Commission n'a pas tenté de générer directement l'énergie électrique mais elle a prêté son concours aux compagnies engagées dans cette industrie en rassemblant toutes les données possibles sur le débit des principales rivières de la province et sur les conditions météorologiques de chaque section, par des investigations des nombreux sites de pouvoir d'eau, et la détermination du profil longitudinal d'un grand nombre de rivières, et plus particulièrement en réglant le débit des principaux cours d'eau, augmentant ainsi considérablement l'énergie potentielle. Le contrôle du débit des rivières est obtenu par la construction de bassins d'emmagasinage retenant dans d'immenses réservoirs l'eau des périodes de gonflement qui est ensuite utilisée pour augmenter le débit pendant les périodes de sécheresse.

La Commission a construit de tels réservoirs sur la rivière St-Maurice, où le minimum de débit a été augmenté de 6,000 pieds-seconde à 17,000 pieds-seconde, sur le St-François, au lac Kénogami, à Métis, sur les rivières Ste-Anne et du Nord.

Les travaux d'emmagasinage sur ces rivières ont coûté à la Commission un total de quelque \$9,000,000; le revenu annuel qu'elle en retire dépasse \$750,000.

D'autres réservoirs ont été construits et payés par les compagnies qui en bénéficient, au lieu d'être financés par la Commission, à savoir:—

A la ligne de partage des eaux, sur la rivière Gatineau; deux grands réservoirs, Easkatong et Cabonga, ont été terminés en 1927 et 1929; la capacité combinée en est de 140 milliards de pieds cubes, portant le débit de la rivière Gatineau de 3,000 pieds-seconde à 10,000 pieds-seconde. Le coût de cette entreprise a été défrayé par la Gatineau Power Company.

En 1930, on a terminé sur la Lièvre un réservoir de 18 milliards de pieds cubes, aux rapides des Cèdres, à un mille et demi en amont de Notre-Dame du Laus; il maintiendra un débit régulier de 3,500 pieds-seconde, à High Falls. Le coût de ce barrage a été payé par la James MacLaren Company, de Buckingham.